

L'Aigle Infos

L'information qu'il vous faut!



HEBDOMADAIRE INDÉPENDANT D'INFORMATIONS GÉNÉRALES N° 348 DU JEUDI 03 OCTOBRE 2024 - PRIX: 3000 GNF - ZONE CFA : 500

CÉLÉBRATION DE L'AN 66 DE LA GUINÉE

Le discours intégral du président Mamadi Doumbouya



Édito à vue d'Aigle

La Guinée souffle ses 66 bougies !

La Guinée, dans sa diversité et aux quatre coins du pays, a célébré mercredi 02 octobre 2024 l'An 66 de son accession à l'indépendance, dans les circonstances que l'on sait. Comme l'année dernière, les autorités de la transition ont initié la Semaine de l'indépendance allant du 27 septembre au 3 octobre... P.2

DROITS DE L'HOMME P.4



Le président d'Amnesty international Guinée exprime des inquiétudes (Entretien)

COMMÉMORATION DU 28 SEPTEMBRE 2009 P.11



L'association des femmes et filles victimes dénonce la démarche de Asmaou Diallo, présidente de l'AVIPA

UFDG P.6



Ismaël Condé dit ses vérités à Cellou Dalein Diallo (Entretien)

FÊTE NATIONALE DE LA GUINÉE P.2

Cellou Dalein Diallo rend hommage aux pionniers de l'indépendance

LANGUES NATIONALES P.7

« Toutes nos langues nationales sont menacées de disparaître si... » (Dr Keïta, DG IRLA) (Entretien)

GUINÉE P.6

Le FNDC exhorte l'ONU à intervenir pour la libération des activistes Foniké Menguè et Billo Bah

Édito à vue d'aigle



La Guinée souffle ses 66 bougies !

La Guinée, dans sa diversité et aux quatre coins du pays, a célébré mercredi 02 octobre 2024 l'An 66 de son accession à l'indépendance, dans les circonstances que l'on sait. Comme l'année dernière, les autorités de la transition ont initié la Semaine de l'indépendance allant du 27 septembre au 3 octobre.

Le 28 septembre 1958, l'on s'en souvient, la Guinée a massivement voté "Non" au référendum gaulliste. Un choix courageux qui lui ouvrira grandement et

fièrement les portes de l'indépendance proclamée le 02 octobre de la même année. De 1958 à ce jour, les régimes qui ont eu à se succéder ont posé des actes diversement appréciés. Pendant 26 ans, c'est Sékou Touré, le Responsable suprême de la Révolution, qui a présidé aux destinées de la Guinée. Le natif de Faranah est présenté par certains comme un grand patriote doublé d'un défenseur attiré de la cause africaine. Pour d'autres par contre, le père de l'indépendance guinéenne, c'est aussi l'homme du tristement célèbre camp Boiro où beaucoup d'intellectuels ont péri pour avoir osé s'opposer à la façon dont le pays était dirigé. Le 3 avril 1984, une semaine après le décès du président Sékou Touré aux Etats-Unis, des suites de maladie, l'armée guinéenne à sa tête le colonel Lansana Conté, s'est emparée du pouvoir sans effusion de sang. Cet officier supérieur restera lui aussi au pouvoir pendant 24 ans. Au lendemain de sa disparition le 22 décembre 2008, le capitaine Moussa Dadis Camara et ses compagnons du CNDD se sont retrouvés à la tête du pays suite à un coup de force, au nez et à la barbe de ceux qui souhaitaient vivement la transmission du pouvoir par voie constitutionnelle. Malheureusement, le 28 septembre 2009, une manifestation pacifique des Forces vives de la nation a été réprimée dans le sang dans le plus grand stade de la capitale à l'époque, faisant plus de 150 morts, avec des dizaines de femmes violées. Le champion du RPG, le professeur Alpha Condé, deviendra en décembre 2010 le premier président démocratiquement élu de la Guinée indépendante. Après ses deux mandats constitutionnels, celui qu'on appelait affectueusement "l'Opposant historique" a cru devoir s'offrir un troisième mandat controversé et contesté dans les rues avec son lot de morts. Et vint le 5 septembre 2021. Ce jour-là, le général Mamadi Doumbouya, alors commandant du groupement des forces spéciales, a renversé le régime d'Alpha Condé accusé de crimes économiques et de sang. Il a promis d'organiser des élections libres et transparentes, de la base au sommet, pour remettre le pouvoir aux civils. Des élections auxquelles aucun membre d'un organe de la transition ne devrait être candidat. Mais aujourd'hui, des acteurs politiques non des moindres accusent ouvertement le tombeur d'Alpha Condé de vouloir confisquer le pouvoir contre la volonté de la majorité des Guinéens.

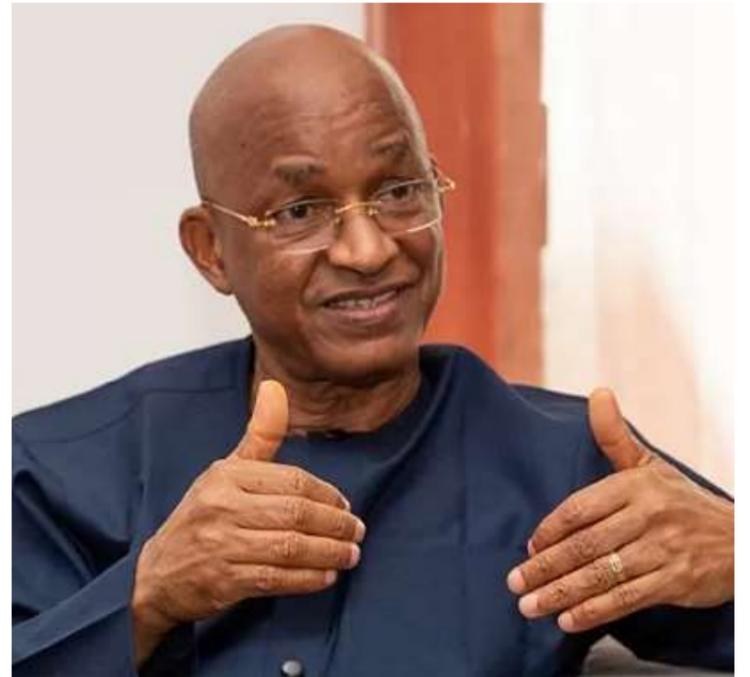
Kéfina Diakité

ACTUALITÉ

FÊTE NATIONALE DE LA GUINÉE

Cellou Dalein Diallo rend hommage aux pionniers de l'indépendance

A l'occasion de la célébration du 02 octobre 2024 (fête nationale), le chef de file de l'UFDG (Union des Forces démocratiques de Guinée), Mamadou Cellou Dalein Diallo a tenu à rendre hommage aux pionniers de l'indépendance de la Guinée, tout en réitérant sa détermination sans faille pour un retour à l'ordre constitutionnel dans le pays.



« Le 2 Octobre de chaque année, nous célébrons, dans la joie, l'anniversaire de l'accession de notre pays à l'indépendance. Nous sommes tous fiers et flattés d'être les enfants de ce pays qui a voté massivement, le 28 septembre 1958, NON à la domination étrangère et OUI à l'indépendance...C'est bien cet acte posé par notre peuple fier et uni qui a réellement déclenché le processus de décolonisation du continent africain que notre jeune Etat avait courageusement soutenu et accompagné parfois au prix du sang de ses enfants...C'est le moment, poursuit-il, de rendre hommage aux pionniers de notre indépendance, à nos diplomates et nos soldats qui n'ont rien ménagé pour soutenir les mouvements de libération africains et l'ANC qui se battaient pour la décolonisation du Continent et contre l'Apartheid en Afrique du Sud. Notre pays, qui a été le fer de lance de

la reconquête de la liberté et de la dignité de l'Afrique, est confronté aujourd'hui à un risque majeur de remise en cause des droits et libertés de notre peuple ainsi que de ses acquis démocratiques », rappelle M. Diallo qui a appelé au rassemblement « comme le 28 septembre 1958 pour défendre, par tous les moyens, ces valeurs sérieusement menacées par la junte qui règne aujourd'hui sur notre pays. Nous devons exiger et obtenir à tout prix le retour à l'ordre constitutionnel par l'organisation d'élections inclusives et crédibles dans le strict respect des dispositions de la Charte de la Transition que le Général Mamadi Doumbouya a juré de respecter et de faire respecter. Car, c'est le seul moyen d'être dignes de nos devanciers et de mériter l'estime et la fierté des générations futures », a écrit l'ancien Premier ministre sur sa page Facebook.

Mamadou Oury



Autorisation N°299/PR/TPI/K/2018 - Siège : Hamdaye 2 Commune de Ratoma, Sur la route Le Prince à côté de la Mosquée Diakitéya - BP : 6184 Conakry - République de Guinée

E-mail : laigleinfosgn@gmail.com - tél. (+224) 621935388

Fondateur & Administrateur Général

Mamadou Aliou (Kéfina Diakité & Kaba Kankoula) Diakité
Tél. +224 621935388 / 622 04 62 21 / 664 63 09 53

Directeur de Publication

Amadou Sadio Diallo

Rédacteur en Chef

Sékou Condé

Secrétaire Général de la Rédaction

Sammuel M'Bemba

Comité de Rédaction

Sammuel M'Bemba, Mamadou Aliou (Kéfina Diakité) Diakité, Sékou Condé, Mamadou Oury Bah, Amadou Sadio Diallo

Collaborateurs:

Thomas Morgan Mamy, Moïse Sidibé, Isidoros Karderinis

Stagiaire: Mamadou Oury Bah

Service Commercial, Marketing, Abonnement,

Annonces et Pub

Oumar Kabirou Kaba

654 75 56 50

Imprimeur

Arbaba Barry

628463493

Imprimerie

Le Scribe

Distribution

L'Aigle Infos/Maison du Livre

Mise en page

Mohamed Lamine Camara - 664 57 99 72

Edité par : Kéfina Sarlu (Société de Régie, d'édition et de Communication)

Interview

DROITS DE L'HOMME

Le président d'Amnesty international Guinée exprime des inquiétudes

La situation des droits de l'Homme connaît un sérieux coup ces derniers temps en Guinée. Plus la fin de la transition, comme indiquée entre la CEDEAO et la junte guinéenne, approche, plus une psychose s'installe dans le pays. Des disparitions forcées, kidnappings, décès subits pour ne citer que ceux-ci, deviennent le quotidien des guinéens. Amnesty international Guinée se dit inquiète de ce qui se passe sous le régime de la transition CNRD dirigée par le Général de corps d'armée Mamadi Doumbouya. Une préoccupation que le président de l'organisation a exprimée dans un entretien accordé à votre quotidien.

L'Aigleinfos : Comment Amnesty International observe la situation des droits de l'homme en Guinée, dernièrement ?

Abdoul Aziz Diallo : C'est avec beaucoup d'inquiétudes que nous observons la situation des droits de l'homme avec tout ce qu'il y a comme arrestations arbitraires, kidnappings, disparitions forcées, décès des détenus dans les lieux de détention. Cela porte à croire que la situation se dégrade de plus en plus en République de Guinée surtout qu'on n'a aucune lecture sur le chronogramme de la transition mais aussi les dernières sorties du Premier ministre Bah Oury et celles du ministre secrétaire général à la présidence sur une éventuelle candidature du président de la transition. Cela nous pose encore plus d'inquiétudes pour les jours à venir.

L'Aigleinfos : Dans une de vos récentes sorties sur l'un de vos canaux de communication, vous avez demandé aux autorités de faire la lumière sur le décès en détention de Dr Mohamed Dioubaté, pédiatre et ancien directeur de l'hôpital régional de Kankan. Ce dernier avait été emprisonné pour avoir brûlé, dit-on, l'effigie du président.



Abdoul Aziz Diallo : C'est normal qu'une personne qui est décédée dans un lieu de détention qu'on sache de quoi elle est morte, même si ce n'était pas seulement dans un lieu de détention. Donc il est important pour nous que l'Etat puisse ouvrir une enquête pour que l'opinion sache ce qui s'est réellement passé et de quoi est mort ce médecin parce qu'aujourd'hui, l'état se resserre

davantage sur l'espace public et la liberté de communication. Donc pour nous société civile et Amnesty International, nous demandons que tout cela soit tiré au clair.

L'Aigleinfos : Que pensez-vous, vous Amnesty International, du cas du Colonel Célestin Bilivogui dont la mort a été annoncée à sa femme après sa disparition il y a près d'un an ?

Abdoul Aziz Diallo : C'est vraiment étonnant que les autorités présentent les choses de telle façon et surtout qu'il a disparu depuis un bon moment d'autant plus qu'on a nos collègues de la société civile qui ont disparu aussi. Donc on n'aimerait pas qu'un jour on vienne nous annoncer que voilà leurs corps aussi. Par rapport à toute cette situation, nous demandons à ce que les autorités elles-mêmes se bougent parce que ça ne les arrange pas car les lois ne sont pas faites seulement pour les citoyens. L'Etat aussi doit respecter les textes qu'il a élaborés. Il faut que cela s'arrête, ce n'est pas parce qu'on n'est pas d'accord avec l'opinion du CNRD qu'on doit disparaître du jour au lendemain. Ce n'est pas comme ça qu'on construit un Etat de droit ou même une démocratie.

L'Aigleinfos : Vous avez parlé de disparitions forcées. C'est le cas des activistes du Front National pour la Défense de la Constitution Oumar Sylla alias Fonikè Menguè et Mamadou Billo Bah dont on est sans nouvelles depuis près de trois mois. En tant qu'organisation de défense des droits de l'homme, quelle démarche doit-elle être adoptée pour que les proches et familles de ces

acteurs sachent où ils sont ?

Abdoul Aziz Diallo : Nous acteurs de la société civile nous avons une marge de manoeuvre très limitée. Nous ne pouvons que multiplier des actions de plaidoyers auprès des autorités elles-mêmes pour savoir où ils sont détenus et pourquoi pas obtenir leur libération parce qu'on ne peut pas enlever des citoyens comme ça. Des témoins indiquent qu'il y avait des éléments des forces spéciales, de la gendarmerie et que les autorités nous disent qu'elles ne savent pas où ces gens-là sont, c'est comme si on est revenu dans la dynamique de 2010 quand les autorités disaient que l'armée est devenue incontrôlable. Ce qui m'étonnerait parce que les réformes qu'on a entendues par-ci par-là. De notre côté, nous continuons nos démarches au niveau national et international pour faire un plaidoyer pour qu'on les libère.

L'Aigleinfos : Merci à vous Monsieur Abdoul Aziz Diallo, président de Amnesty International Guinée !

Abdoul Aziz Diallo : C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

PROCHAINE PRÉSIDENTIELLE

Cellou Dalein s'oppose fermement à une candidature de Doumbouya

Le jeudi 26 septembre 2024, le chef de file de l'UFDG, Cellou Dalein Diallo, a publié une vidéo pour appeler les Guinéens à s'opposer avec fermeté et détermination à une éventuelle candidature du général Mamadi Doumbouya qui, à ses yeux, serait un grave parjure.

« Le temps est le meilleur juge, la patience paye toujours. Aujourd'hui, le général Mamadi Doumbouya a tombé le masque après avoir cherché à gagner du temps et à abuser ces 3 dernières années de notre confiance et de notre bonne foi. Son intention d'être candidat à sa propre succession alors qu'il a fait le serment d'organiser des élections libres, transparentes et inclusives pour céder la place à des dirigeants régulièrement élus, est un grave parjure

personnel. C'est surtout une déclaration de guerre ouverte à tout le peuple de Guinée dans son ensemble. La communauté internationale qui a espéré tant et jusqu'au bout qu'il joigne l'acte à la parole, est aussi flouée que nous. A chacun d'entre nous donc de prendre ses responsabilités, dès maintenant, devant sa conscience et l'histoire, pour empêcher, à tout prix et par tous les moyens la forfaiture de se produire, en étant aux côtés du

peuple martyr de Guinée dans sa quête légitime de liberté, de justice et de démocratie », a lancé l'ancien Premier ministre de feu Lansana Conté, finaliste malheureux de trois élections présidentielles face au professeur Alpha Condé, le champion du RPG Arc-en-ciel (2010, 2015, 2020). Le natif de Dalein appelle par conséquent toutes les forces vives du pays pour « s'opposer, avec fermeté et détermination, à la volonté du Général Mamadi Doumbouya

de se maintenir à la tête de l'Etat Guinéen, de confisquer le pouvoir, d'instaurer une présidence à vie, pour son profit égoïste et pour les intérêts exclusifs de son clan civilo-militaire. Nous devons tous réagir à la mesure de l'affront et de la provocation »

Et de faire cette mise en garde à l'actuel locataire du palais Mohammed V, tombeur d'Alpha Condé. « Le Général Mamadi Doumbouya et ses soutiens et alliés seront tenus pour

responsables de tout ce qui adviendra à la suite de l'épreuve de force engagée avec le peuple de Guinée et de l'acte de défiance démocratique qu'il vient de poser. Ensemble, unis et solidaires, nous vaincrons la dictature et toute velléité d'imposture et d'usurpation du pouvoir. Tous, en ordre de bataille ! », a martelé le président de l'Union des Forces démocratiques de Guinée (UFDG) depuis l'étranger.

Kaba Kankoula

CÉLÉBRATION DE L'AN 66 DE LA GUINÉE

Le discours intégral du président Mamadi Doumbouya

A la veille de la célébration de l'An 66 de l'indépendance guinéenne, le président de la transition, le général de corps d'armée Mamadi Doumbouya a fait une adresse à la nation dont nous vous livrons ci-après l'intégralité.

**« Guinéennes, Guinéens,
Chers compatriotes,**

Ce 2 octobre, nous célébrons ensemble un moment historique : le 66e anniversaire de l'indépendance de notre chère patrie, la République de Guinée. C'est une occasion de fierté nationale, un moment de réflexion profonde sur le chemin parcouru et sur les défis encore à relever pour garantir un avenir prospère et harmonieux à notre peuple. Cette date ravive en nous une fierté patriotique intense. En tant qu'État souverain, elle nous rappelle aussi notre engagement de bâtir une Nation fraternelle, réconciliée et épanouie, reposant sur les valeurs cardinales de paix, d'unité et de cohésion nationale.

En ce jour mémorable, je rends un vibrant hommage aux acteurs et compagnons de l'indépendance de notre pays, ainsi qu'à toutes les personnalités politiques qui ont été à l'avant-garde du combat pour la liberté, l'autodétermination et la dignité des peuples d'Afrique. Je tiens également à saluer les Forces de Défense et de Sécurité pour les sacrifices qu'elles consentent chaque jour davantage pour la défense de notre intégrité territoriale et pour la valorisation de notre drapeau partout où elles sont appelées à servir pour préserver la paix dans le monde. Cette année, le thème de la commémoration de notre indépendance : « S'inspirer du passé pour construire le futur ensemble : LA GUINÉENNE » rend hommage à la femme guinéenne. Elle est à l'honneur, car, depuis 1958, les femmes guinéennes sont en première ligne dans la conquête de notre souveraineté et dans la construction de notre État. Sans leur courage et leur détermination, la Guinée ne serait pas ce qu'elle est aujourd'hui. Pour notre pays, elles resteront toujours le phare et la référence. Leurs luttes passées inspireront les actions d'aujourd'hui et celles de demain. Ce 2 octobre 2024 est autant une célébration de notre indépendance que de la reconnaissance de leur rôle crucial dans l'édification de notre État. Leur détermination et leur engagement inébranlables continuent de marquer notre histoire et de tracer la voie pour les générations futures.

S'inspirer du passé pour construire le futur ensemble, c'est promouvoir leur accès aux ressources économiques, à l'éducation et aux formations professionnelles, afin de renforcer leur autonomie et leur contribution au développement économique du pays. C'est dans ce cadre, que nous avons créé, en 2023, par décret, l'Agence Nationale pour l'Autonomisation



des Femmes. Nous avons également mis en place un Fonds d'Appui à l'Autonomisation et l'Entrepreneuriat des Femmes, destiné à financer des projets dirigés par des femmes et à leur fournir des microcrédits pour les aider à lancer ou développer leurs activités économiques.

Des programmes de formation et d'accompagnement ont été lancés pour soutenir les femmes entrepreneures. Ces programmes, assortis de financements pour les projets les plus prometteurs, leur offrent des compétences en gestion d'entreprise, en leadership et en développement de projets. Le gouvernement a également soutenu des projets de développement communautaire dirigés par des femmes, notamment la construction de marchés, de centres de formation et d'autres infrastructures qui bénéficient directement aux femmes et aux familles. En outre, le gouvernement a collaboré avec des organisations non gouvernementales et des agences internationales pour financer des programmes visant à améliorer la condition des femmes, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'autonomisation économique.

Ces différentes initiatives, qui seront poursuivies et renforcées, témoignent de notre engagement à améliorer les conditions de vie des femmes et à promouvoir leur participation active au développement économique et social du pays. Le gouvernement mettra un accent particulier sur l'éducation, la santé reproductive, l'éradication des violences basées sur le genre et l'autonomisation économique des femmes.

Guinéennes, Guinéens,

Chers compatriotes,

Nous célébrons cet événement dans la joie. Nous devons nous inspirer du passé pour construire le futur ensemble avec optimisme. Car, malgré les épreuves de ces dernières années, marquées par des événements douloureux, mais aussi féliciter tous les Guinéens, vivant en Guinée et ceux établis à l'étranger, pour leur solidarité et leur patriotisme envers leurs frères et sœurs dans la douleur. S'inspirer du passé pour construire le futur ensemble, c'est se rappeler la solidarité, le patriotisme et la détermination qui ont animé nos héros et héroïnes de l'indépendance et permis la conquête de notre souveraineté nationale et internationale, pour bâtir une Nation réconciliée avec elle-même. Aujourd'hui, notre responsabilité est de poursuivre l'œuvre de nos héros de l'Indépendance et d'en préserver l'héritage. C'est en s'inspirant de leur détermination et de leur amour pour notre Nation que nous devons bâtir une Guinée prospère, unie et résolument tournée vers l'avenir. La fête du 2 octobre est non seulement un moment de commémoration, mais aussi un rappel constant que notre liberté n'a pas de prix. Les jeunes générations doivent toujours se souvenir que leur responsabilité est de maintenir ce flambeau allumé, avec la même ardeur que ceux qui nous ont précédé.

S'inspirer du passé pour

construire le futur ensemble, c'est également créer les conditions du vivre-ensemble. Nous ne pourrions pas construire une Guinée forte sans la réconciliation de toutes ses filles et de tous ses fils. Nous devons tourner la page des divisions et des querelles intestines pour bâtir ensemble un avenir commun. Comme nous nous y sommes engagés depuis le 5 septembre 2021, nous avons organisé les Assises Nationales et des Journées de Concertation sur l'ensemble du territoire national. Nous avons eu pour ambition de redonner espoir à chaque Guinéen, de construire des ponts entre les filles et fils du pays. Ces rencontres spécifiques avec les femmes, les jeunes, les personnes âgées, les agriculteurs, les opérateurs économiques, les acteurs politiques et l'ensemble des corps constitués de l'État, ont permis d'apaiser et de faciliter les relations entre gouvernants et gouvernés, et d'enrichir nos réflexions en vue d'actions collectives fructueuses pour le développement économique, social, politique et culturel, dans la paix et la sérénité.

La mise en œuvre entamée des recommandations issues de ces assises et des différentes concertations nationales viendra, à terme, apporter davantage de vitalité à nos institutions et raffermir notre gouvernance dans tous les domaines. C'est en ce sens que nous avons œuvré pour le rétablissement dans leurs droits de 2000 ménages déguerpis dans la zone de Kapororo-rails et de Kipé 2 en favorisant l'acquisition d'un nouveau domaine où ils pourront se réinstaller. C'était l'une des recommandations des conclusions des Assises Nationales, mais c'était aussi un engagement personnel

d'essayer les larmes de ces compatriotes qui aspiraient à cette réhabilitation depuis 1998. Cette foi dans les vertus du dialogue guide notre politique étrangère dans la promotion de la paix, tant au niveau sous-régional que continental et mondial. En ce sens, la Guinée réaffirme son attachement à l'intégration économique du continent, comme voie privilégiée pour réduire la vulnérabilité de nos États et entend œuvrer à la consolidation des institutions africaines. Elle reprend toute sa place dans le concert des Nations et continuera à jouer un rôle de premier plan dans les organisations internationales africaines.

**Guinéennes, Guinéens,
Chers compatriotes,**

Notre histoire est riche en enseignements, en défis et en espoirs dans notre marche vers la construction d'un développement équilibré. Les nombreuses perturbations liées aux difficultés économiques mondiale liées, entre autres, aux variations climatiques, ont profondément marqué l'évolution socio-économique de notre pays, affectant les secteurs vitaux, les revenus de nos exportations, ainsi que nos capacités d'investissement. Malgré ce contexte difficile, des acquis importants ont été réalisés grâce au dynamisme du monde rural, du secteur privé et des services publics.

Ces acquis se traduisent notamment par tous les travaux engagés et toutes initiatives prises depuis le 5 septembre 2021 pour maintenir les intérêts du pays au cœur du développement et garantir la redistribution équitable des ressources minières de la Guinée tout en favorisant les investissements étrangers. Les ressources minières de la Guinée doivent profiter à toutes les filles et à tous les fils du pays. Car, la Guinée appartient à tous ses enfants, et il est de notre devoir d'assurer que chacun trouve sa place dans cette grande marche vers la stabilité et la prospérité.

L'émergence du secteur minier, illustrée par le projet Simandou, constitue, à cet effet, un espoir réel pour une transformation positive de la structure économique de notre pays. Le développement des infrastructures pour ce projet a été une priorité stratégique. C'est le lieu de rendre hommage aux jeunes, aux femmes et aux anciens dont la détermination, le pragmatisme et la sagesse ont fortement contribué à ces performances. Simandou est le projet de l'espoir et de la

(Suite page 4

prospérité qui va contribuer à améliorer considérablement le bien-être de la population. Le programme de développement socio-économique hautement stratégique bâti autour de ce projet, dénommé Simandou 2040, remplira un rôle moteur pour la prospérité future de la Guinée. Pour en tirer pleinement profit et réduire notre dépendance de l'exploitation minière, ce programme est conçu autour des axes suivants : l'agriculture, les industries alimentaires et le commerce, l'éducation et la culture, les infrastructures, le transport et les technologies, l'économie, les finances et les assurances, la santé et le bien-être.

Mais, dans un contexte international volatile, la bonne gestion de nos ressources publiques est un impératif pour le maintien des grands équilibres macroéconomiques et l'amélioration du climat des affaires. La qualité de notre gouvernance économique en vue de la Refondation de notre État renforce davantage la confiance de nos partenaires au développement, auxquels j'exprime ma reconnaissance pour la constance et l'efficacité de leur soutien.

La lutte contre la corruption, dans laquelle nous nous engageons plus que jamais, dans toutes les sphères de la vie économique, politique et sociale, est essentielle pour accroître l'efficacité des dépenses publiques et améliorer les performances de notre système économique. C'est pourquoi au niveau de la justice, nous avons pris des mesures fermes pour lutter contre la corruption. La justice doit être

le socle sur lequel se fonde la confiance de notre peuple. Je réitère mon engagement inébranlable à défendre ce principe fondamental pour notre développement, malgré toutes les tentatives de chantage politique. Comme je l'ai toujours dit, dans la lutte contre la corruption, ma main ne tremblera jamais. L'application rigoureuse des recommandations formulées par les institutions et organes de contrôle économique renforcera l'efficacité de nos actions de développement.

Guinéennes, Guinéens, Chers compatriotes,

Depuis notre arrivée, nous avons œuvré pour un renforcement significatif des services sociaux de base, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'accès à l'eau potable. La construction d'établissements sanitaires et la rénovation de centres de santé à travers tout le pays illustrent notre volonté d'apporter des soins de qualité aux populations, même dans les zones les plus reculées. Nous avons également entrepris de moderniser nos hôpitaux et d'assurer un accès aux soins universels. Ces efforts se poursuivront pour accroître l'offre de soins.

Le renforcement de l'accès à l'eau potable fait également partie de nos priorités. Des infrastructures hydrauliques ont été construites ou réhabilitées dans plusieurs localités afin d'améliorer l'approvisionnement en eau, un facteur essentiel pour le développement humain et économique. L'éducation, qui représente l'avenir de nos enfants, demeure également un pilier fondamental pour le

développement de notre société. Nous avons investi massivement dans la construction de nouvelles écoles, l'amélioration des infrastructures existantes et la formation des enseignants. Nos efforts pour promouvoir l'éducation pour tous, sans distinction, sont désormais visibles dans chaque région. La promotion de la formation et de l'emploi des jeunes, sont des priorités absolues pour mon gouvernement, qui vient d'achever les recrutements dans la Fonction publique.

Le gouvernement a aussi fait de la réhabilitation et de la construction des routes une priorité pour désenclaver les zones rurales et faciliter les échanges commerciaux à travers le pays. Plusieurs projets de réhabilitation des axes routiers ont été lancés, notamment la réfection des grands axes routiers reliant Conakry aux principales villes de l'intérieur du pays, la construction de nouvelles routes et ponts pour améliorer l'accès aux zones minières et agricoles, contribuant ainsi à la croissance économique locale, et le lancement de programmes pour la maintenance et l'entretien des infrastructures existantes, limitant ainsi la dégradation rapide des routes. Nous continuerons à accentuer les efforts.

Dans le domaine du logement et de l'urbanisme, des actions significatives ont été entreprises par le lancement des projets de construction de logements sociaux dans plusieurs grandes villes, afin de répondre à la demande croissante de la population urbaine. Ces projets incluent le renforcement des infrastructures urbaines pour

répondre à la croissance démographique et assurer des conditions de vie dignes pour les citoyens.

La valorisation du capital humain, levier principal du développement, se concrétisera par la mise en œuvre d'actions prioritaires en faveur du système éducatif, telles que la construction d'infrastructures scolaires et universitaires en particulier à travers le programme Simandou académie, ainsi que le renforcement des stratégies visant à réduire les disparités, notamment celles liées au genre. Nous poursuivons également l'amélioration de la fourniture d'électricité tout en mettant un accent particulier sur les infrastructures routières, la construction et l'aménagement de pistes rurales et d'ouvrages d'art dans toutes les régions, autant d'impératifs pour consolider le processus de décentralisation.

Chers compatriotes,

Nous devons entretenir notre sens élevé de patriotisme et cultiver davantage la fraternité, la solidarité et le vivre-ensemble pour concrétiser notre ambition commune de bâtir une Guinée nouvelle. J'exprime ma profonde gratitude aux pays amis, aux partenaires techniques et financiers et à toutes les communautés étrangères, dont le soutien constant renforce notre mouvement déterminé vers le développement. Aux Guinéens vivant en Guinée et ceux établis à l'étranger, je renouvelle ma reconnaissance pour l'immense contribution à la construction de notre patrie. Je vous exhorte à rester mobilisés et engagés pour la réussite de cette refondation.

L'avenir de notre pays dépend de notre capacité à transformer les défis en opportunités. Je suis convaincu qu'avec l'appui de chacun d'entre vous, la Guinée brillera, non seulement comme le berceau de la liberté africaine, mais aussi comme un modèle de développement et de prospérité. Je suis convaincu que si nous restons unis, si nous faisons preuve de patience, de tolérance et de respect mutuel, notre Nation sortira renforcée de cette période. La Guinée que nous léguerons aux générations futures sera une Guinée de paix, de prospérité et de progrès. Ensemble, nous pouvons écrire cette nouvelle page de notre histoire.

Que cette fête de l'indépendance soit une occasion pour chacun d'entre nous de se rappeler les sacrifices consentis pour notre liberté. En l'honneur de ceux qui ont lutté pour notre souveraineté, et pour l'avenir de ceux qui porteront l'héritage de notre Nation, engageons-nous avec enthousiasme sur les vastes chantiers de l'édification d'une Guinée nouvelle, forte et épanouie. Je souhaite une bonne fête de l'indépendance à toutes et à tous en s'inspirant du passé pour construire le futur ensemble et faire rayonner la Guinée, notre paradis, terre de richesses et d'innovations.

Que Dieu bénisse la Guinée et les Guinéens.

Vive la Guinée unie et prospère !
Je vous remercie », a déclaré le président de la transition guinéenne, le général de corps d'armée Mamadi Doumbouya.

Mamadou Oury

15ème anniversaire du massacre du 28 septembre

Ce que les victimes demandent à l'Etat

Le samedi 28 septembre 2024, l'Organisation guinéenne de défense des droits de l'Homme et du citoyen (OGDH), l'Association des victimes, parents et amis du 28 septembre 200 (AVIPA) ainsi que la Fédération internationale pour les droits humains (FIDH) ont animé une conférence de presse à Conakry pour réclamer justice et réparation. C'était à la faveur de la commémoration de l'An 15 du massacre du 28 septembre 2009.

Dans son intervention de circonstance, Mme Asmaou Diallo, la présidente de l'AVIPA, a dit ceci : « Ce jugement aussi important soit il n'est qu'une première étape. Aujourd'hui, l'AVIPA, l'OGDH et la FIDH, ainsi que les familles des victimes, attendent désormais le début des réparations pour les survivants et les familles endeuillées. Ces réparations sont un droit fondamental qui doit être respecté. Elles ne pourront jamais remplacer ce qui a été perdu, mais elles peuvent contribuer à restaurer la dignité des victimes et à leur permettre de reconstruire leurs vies... Nous remercions le Gouvernement à travers le département de la Justice pour tout ce qui a été fait pour le bon déroulement du procès du 28 Septembre 2009. Par ailleurs, nous tenons

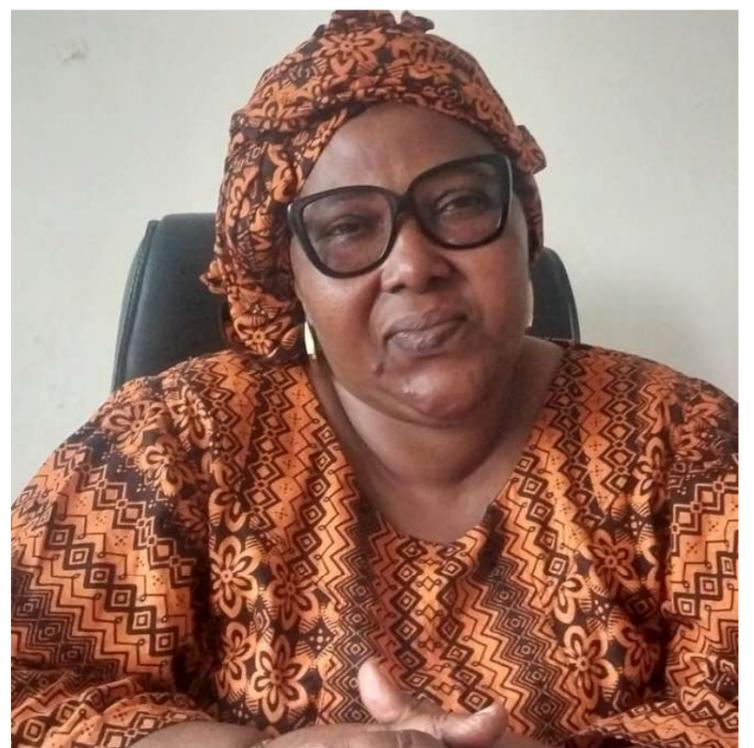
à appeler le gouvernement pour qu'il tienne ses promesses et mette rapidement en place les mécanismes nécessaires afin que les réparations soient versées sans délai. Il est impératif que le fonds de réparation soit activé et que les mesures nécessaires soient prises pour assurer une indemnisation juste et équitable à toutes les victimes. Nous exigeons aux autorités de mettre tout en œuvre pour que cette phase cruciale soit menée à bien dans les plus brefs délais »

Me Alpha Amadou DS Bah, avocat et coordinateur du collectif d'avocats, a pour sa part déclaré : « Aujourd'hui, nous sommes quand même heureux de vous annoncer qu'à travers ce jugement, que justice a été rendue. Et j'apprécie fortement la déclaration de Mme Asmaou qui a parlé de première étape...

Une revendication légitime des victimes parce que la finalité au-delà de lutter contre l'impunité pour que ce genre de crime ne se reproduise plus, mais c'est aussi obtenir réparation. Et aujourd'hui, les victimes n'ont pas pour le moment obtenu réparation parce que le jugement n'a pas été exécuté.

Deuxièmement, le fonds d'indemnisation qui a été créé n'a pas été alimenté et n'est pas suffisant pour prendre en charge les montants qui ont été alloués. Donc, le cri du cœur de Mme Asmaou se justifie pleinement et nous espérons qu'après cette conférence de presse, le gouvernement va prendre toutes ses responsabilités... »

Kaba Kankoula



Interview

UFDG

Ismaël Condé dit ses vérités à Cellou Dalein Diallo

L'exil prolongé du président de l'Union des Forces Démocratiques de Guinée risque de capoter son leadership au sein de son parti. De plus en plus, des voix se lèvent, et non des moindres pour réclamer un nouveau souffle à la tête de cette formation politique. À l'image de Ousmane Gaoual Diallo, ministre porte-parole du gouvernement, l'ancien maire de Matam, Ismaël Condé, un autre membre du conseil exécutif de l'UFDG, souhaite le retrait d'El Hadj Cellou Dalein Diallo à la présidence du parti pour donner la chance à un autre de réussir là où il a échoué. L'actuel coordinateur du mouvement " Merci mon Général " l'a dit dans un entretien avec votre hebdomadaire.



L'Aigleinfos : Les cadres actifs de l'Union des Forces Démocratiques de Guinée parlent souvent d'un congrès au sein du parti. Un congrès qui peine à se tenir. En tant que membre du conseil exécutif de cette formation, qu'est-ce que vous en pensez ?

Ismaël Condé : Il n'y a pas d'autres explications à faire. Le retard de l'organisation de ce congrès est dû à l'absence prolongée du président Cellou Dalein Diallo au pays. Il est nécessaire aujourd'hui pour l'UFDG d'aller au congrès sans El hadj Cellou Dalein. Quand nous voyons aujourd'hui sa situation judiciaire, on

comprend aisément que le congrès du parti n'est pas pour aujourd'hui parce que lui-même il a dit qu'il n'est pas prêt à rentrer en Guinée pour répondre à la justice car ceux qui ont décidé de répondre à une convocation de la justice sont emprisonnés. Il ne peut pas rester à l'étranger pour diriger le parti. L'UFDG doit prendre la décision d'organiser ce congrès.

L'Aigleinfos : Dans une de vos récentes sorties médiatiques, vous avez invité le président de l'UFDG à tourner la page. Qu'est-ce que cela sous-entend ?

Ismaël Condé : C'est bien pour lui de le faire. El Hadj Cellou Dalein Diallo est aujourd'hui dans une dynamique de déclin qu'on le dise ou pas. Depuis 2009, il est à la tête de ce parti. C'est vrai qu'il a donné une dimension internationale au parti mais il devrait laisser la main. Ce parti n'est pas comparable aux autres comme RPG, UFR. Donc, il devrait comprendre que s'il est en difficulté, il doit tourner la page et accepter que quelqu'un d'autre dirige le parti.

L'Aigleinfos : Vous savez pertinemment que vos collègues du conseil

exécutif ne partagent pas votre avis. Pour eux, l'UFDG c'est Cellou, et Cellou c'est l'UFDG. Pourquoi vous allez à l'encontre de ceux-ci ?

Ismaël Condé : Mais il (Cellou) est pris en otage par ceux-ci. Nous sommes dans une situation où les gens font ce qu'on leur demande de faire et personne n'ose lever le petit doigt pour dire la vérité sinon dans les coulisses, tout le monde est unanime qu'El Hadj Cellou a fait son temps à l'UFDG. Il est temps d'avoir une nouvelle personnalité qui est capable d'amener le parti à la magistrature suprême. Mais si le parti reste focalisé à lui, il ne pourra pas. Nous avons vu ses limites en 2010, 2015 et 2020 lors des élections. Il s'est présenté trois fois et il a été incapable de briguer la magistrature. Il est temps pour lui aujourd'hui de se rendre compte de ses limites, de ce qu'il a fait et ce qu'il pouvait faire. Mais ramener le parti sur lui pour 2025 ou 2030, ça serait une erreur.

L'Aigleinfos : Malgré les réalités qui existent aujourd'hui entre l'UFDG dont vous êtes du C.E et launte, vous avez créé un mouvement dénoncé " Merci mon Général ". Est-ce que

c'est fait sciemment ?

Ismaël Condé : L'UFDG est un parti démocratique où chacun est libre de ses opinions. Cela voudrait dire si je soutiens le Général Mamadi Doumbouya, c'est à cause de ce qu'il a fait. Nous étions tous en prison avant le coup d'État du 05 septembre 2021, et El Hadj Cellou lui-même après le renversement du régime d'Alpha Condé, il a fait une déclaration pour remercier Mamadi Doumbouya de l'avoir libéré et libéré ses cadres qui étaient en prison. Le mouvement " Merci mon Général " est venu de là. C'est pour remercier le Général de m'avoir libéré, et libéré le peuple du couloir de la mort. Maintenant, que mes idées passent ou pas à l'UFDG, de toutes les façons, j'ai droit à la parole et j'ai droit de donner mon opinion.

L'Aigleinfos : Merci à vous Monsieur Ismaël Condé, membre du bureau exécutif de l'UFDG et actuel coordinateur du mouvement " Merci mon Général " !

Ismaël Condé : C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

GUINÉE

Le FNDC exhorte l'ONU à intervenir pour la libération des activistes Foniké Menguè et Billo Bah

Le Premier ministre guinéen Bah Oury déclarait la semaine dernière : « Nous n'avons pas encore une information complète et précise sur le lieu où ils peuvent se trouver », en réponse à une question concernant la disparition, depuis le 9 juillet, des deux activistes du Front National pour la Défense de la

Constitution (FNDC), Foniké Menguè et Mamadou Billo Bah. Ce groupe, opposé à la junte dirigée par le général Mamadi Doumbouya, a pris la parole ce lundi 30 septembre à la tribune du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, basé à Genève, pour dénoncer cette situation.

C'est Sekou Koundouno, l'un des leaders du FNDC, qui a appelé les Nations Unies à intervenir pour obtenir la libération immédiate des deux activistes. Lors de son discours, il a rappelé les circonstances inquiétantes de leur disparition et les souffrances subies par leurs proches. « Foniké Menguè et Mamadou Billo Bah ont été enlevés, torturés et séquestrés depuis le 9 juillet dernier par des unités des forces spéciales ainsi que par le groupement d'intervention rapide de la gendarmerie nationale de la République de Guinée », a

dénoncé Sekou Koundouno. À ce jour, les familles des deux activistes, leurs épouses et enfants, sont sans nouvelles.

Sekou Koundouno a aussi exprimé des inquiétudes quant au retour à l'ordre constitutionnel. « Personne ne peut plus faire semblant de ne pas voir l'absence de réelle volonté de mener des investigations sur la disparition des activistes », a-t-il déclaré.

Un appel à la communauté internationale

Le FNDC a sollicité l'implication active des Nations Unies pour empêcher que cette disparition tombe dans l'oubli. « Votre responsabilité est aussi d'empêcher que la disparition des deux activistes soit ignorée. Nous demandons à ce que Foniké Menguè et Mamadou Billo Bah, prisonniers politiques, soient mis en liberté de toute urgence. Nous vous demandons solennellement d'œuvrer dans ce sens », a plaidé Koundouno.



Interview

LANGUES NATIONALES

« Toutes nos langues nationales sont menacées de disparaître si... » (Dr Keïta, DG IRLA)

L'influence de la langue française sur les langues nationales ne promet pas un avenir radieux pour nos langues maternelles. C'est l'inquiétude exprimée par le Directeur Général de l'Institut de Recherche Linguistique à l'occasion d'un entretien avec votre quotidien. Cependant, Dr Mohamed Bintou Keïta ne perd pas espoir et prend son bâton de pèlerin pour encourager les Guinéens à se sentir fiers, en parlant leurs langues nationales sans aucun complexe. C'est dans ce cadre qu'il a formé un nombre de journalistes à travers le projet "Kumala" en collaboration avec les partenaires de son institution en prélude aux échéances électorales.

L'Aigleinfos : Vous avez outillé des journalistes venus des médias publics et privés du pays, en particulier des animateurs en langues locales au sein de votre institution. De quoi il était question ?

Dr Mohamed Bintou Keïta : Il était question de travailler sur des lexiques électoraux que nous, nous avons travaillés et les initier sur l'alphabet national harmonisé qui est en vigueur depuis 1989 et aussi véhiculer des messages de paix et de civisme. C'est déplorable, mais on ne peut pas écrire n'importe comment nos langues nationales, il y a des règles et il y a un alphabet qui les transcrit.

L'Aigleinfos : Pourquoi vous avez choisi que des journalistes en langue ?

Dr Mohamed Bintou Keïta : Nous avons fait un constat en élaborant les lexiques électoraux que malheureusement, notre pays est pris en otage souvent quand il y a des élections. C'est en ce moment, on remarque des conflits ethniques, et donc nous avons pris du temps pour expliquer aux guinéens des lexiques électoraux en termes simples dans nos langues pour que les gens comprennent que le processus électoral, ce n'est pas la guerre ni l'opposition



d'une communauté à une autre et les politiciens ne devraient pas nous manipuler. Mais le plus important dans tout ça, c'est de pouvoir traduire dans nos langues ce que c'est qu'un bureau de vote, un bulletin de vote, un scrutin, un candidat, entre autres. L'autre élément sur lequel nous nous sommes basés pour convier les journalistes est qu'ils ont un impact important sur la société. Nous sommes dans un pays où 70% de la population ne comprennent pas correctement le français, et ces gens sont accrochés à ces

journalistes. Donc, les outiller dans leurs propres langues maternelles pour passer des messages de paix et de civisme sans les déformer ou faire de l'à-peu-près parce que très malheureusement, nous avons fait le constat que certains prennent pour habitude de passer des messages en langue selon leur compréhension sans la version du message lui-même qui parfois peut être très sensible surtout pendant les élections.

L'Aigleinfos : Quel constat faites-vous aujourd'hui de l'utilisation des langues

nationales dans nos différentes familles ?

Dr Mohamed Bintou Keïta : Le constat il est alarmant et très inquiétant. Quand je parle de cela, ça me donne beaucoup de révolte parce qu'aujourd'hui nos langues maternelles ne sont pas parlées dans nos foyers alors que c'est à la maison où l'enfant doit parler sa langue. Nous parents, nous pensons que parler le français à nos enfants, fera d'eux des intellectuels, non. Apprenez à vos enfants les langues nationales, cela ne demande pas le soutien des organisations internationales, nous avons la responsabilité de les préserver parce que nos langues, c'est une question de souveraineté, de culture. Et étant le support privilégié de toutes les cultures, elles doivent être le premier contact avec l'enfant pour le monde extérieur.

L'Aigleinfos : Un peuple qui perd sa langue perd sa culture, dit-on. Est-ce que sans discrimination certains peuples en Guinée menacent de disparition ?

Dr Mohamed Bintou Keïta : Si rien n'est fait d'ici quelques décennies, il y a des langues qu'on entendra pas parler malheureusement. Et s'il faut dire même qu'en Guinée, toutes les langues sont

menacées de disparaître pour la simple raison que nous avons du mal à parler notre propre langue sans mélanger avec du français et d'autres emprunts, c'est inquiétant. Une langue qui disparaît, c'est sa culture qui disparaît ainsi que son identité, pourtant, il faut qu'on les préserve.

L'Aigleinfos : La promotion de nos langues nationales a toujours été dans les discussions des dirigeants mais la réalité est tout autre sur le terrain. Comment faire pour changer la donne ?

Dr Mohamed Bintou Keïta : Il faut de la volonté politique manifeste, beaucoup de sensibilisation et d'adhésion. Aucun peuple ne s'est développé dans la langue d'autrui. Cela devrait être un enjeu, une question de vision comme le projet Simandou 2040.

L'Aigleinfos : Merci à vous Dr Mohamed Bintou Keïta, Directeur général de l'Institut de Recherche Linguistique Appliquée (IRLA) qui devra devenir dans les prochaines semaines IRPLA (Institut de Recherche sur le Patrimoine et Linguistique Appliquée) !

Dr Mohamed Bintou Keïta : C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

AG DE L'UFDG

Dr Fodé Oussou prie les militants de ne pas répondre aux attaques sur les réseaux sociaux

Lors de l'assemblée générale de l'Union des Forces Démocratiques de Guinée (UFDG) qui s'est tenue le samedi 28 septembre 2024 à son siège national à la Minière, son vice-président, Dr Fodé Oussou Fofana, a invité les militants, les sympathisants et les responsables du parti à ne pas répondre aux provocations faites sur les réseaux sociaux.

« Je vous prie, pour l'amour de Dieu, ne répondez pas à tous ceux qui nous attaquent sur les réseaux sociaux, à tous ceux qui décident

à notre place, à tous ceux qui pensent qu'ils sont responsables du parti qui s'expriment, ne les répondez pas...Je tiens seulement à dire qu'à l'UFDG, nous avons les conseils politiques tous les mercredis. Ceux qui sont responsables qui veulent dire quelque chose pour le parti, le bien du parti, venez. Si vous ne pouvez pas venir au conseil politique, venez au bureau exécutif », a martelé Dr Fodé Oussou Fofana. Avant de lancer ce défi aux détracteurs de l'UFDG

: « Maintenant si vous êtes sûr de vous-même, vous êtes de l'UFDG, vous avez la carte, vous avez tout et vous voulez que le président Cellou ne soit plus le président de l'UFDG, samedi là venez ici, prenez le micro et adressez vous aux militants, ça ne prendra pas du temps vous aurez la réponse ». À en croire le vice-président de l'UFDG, ce que les gens cherchent c'est de les provoquer pour qu'ils soient exclus. « Et quand ils sont exclus ils disent vous voyez je suis de l'UFDG, on m'a exclu,

aidez-moi c'est à cause de vous, parce que j'ai été l'UFDG, j'ai dit le président Cellou n'est pas bien, c'est pour ça on m'a exclu. Parce que le patron de ça qui a réussi ça il s'appelle Bogola Haba (...) Donc il y a certains qui pensent qu'il faut faire comme Bogola Haba, attaquer l'UFDG, attaquer Cellou pour voir si on va les exclure. On n'exclut personne, ça c'est fini hein. Ceux qui comptent sur nous pour être exclus, vous ne serez pas exclus. Si vous voulez, insultez, si vous voulez, insultez

nos papas, si vous voulez, insultez Cellou mais vous ne serez pas exclus », a-t-il ajouté.

À noter que le président de l'UFDG, Cellou Dalein Diallo, vit à l'étranger depuis de longs mois. Il vient de lancer un appel à toutes les Forces vives de Guinée pour s'opposer avec fermeté et détermination à une éventuelle candidature du général Mamadi Doumbouya à la prochaine présidentielle en Guinée.

Kaba Kankoula

AN 66 DE L'INDÉPENDANCE GUINÉENNE

Le message de l'ancien président Alpha Condé

A la veille de la célébration de l'An 66 de l'indépendance guinéenne, l'ancien président Alpha Condé a livré un message aux Guinéens, tout en se demandant ce qui reste de notre souveraineté, de notre liberté, depuis le coup de force du 5 septembre 2021 qui l'a évincé du pouvoir.

« Mes chers compatriotes,

Aujourd'hui, alors que nous célébrons le 66^{ème} anniversaire de notre indépendance, je veux d'abord rendre hommage à nos héros nationaux. Ils ont forgé l'histoire et la grandeur de notre nation. Je pense aussi aux pères fondateurs, ceux qui, en ce mémorable 2 octobre 1958, ont conduit la Guinée vers la souveraineté, faisant de notre pays le premier en Afrique noire francophone à choisir librement l'indépendance, avec courage, justice et dignité.

Mes chers compatriotes,

Nous sommes un peuple libre, fier et profondément attaché à son histoire. Ensemble, nous avons affronté et surmonté d'innombrables défis pour consolider notre unité et bâtir un avenir meilleur pour nos filles et fils. De 2010 à 2021, nous avons fait des avancées significatives pour construire une démocratie inclusive et fraternelle. Mais, je dois vous poser cette question : que reste-t-il de ces acquis ? Que reste-t-il de notre souveraineté, de notre liberté, depuis cet ignoble coup de force du 5 septembre 2021 ?

Depuis ce jour tragique, la Guinée a enregistré de nombreux reculs : les libertés publiques sont confisquées. Dans les partis politiques, au sein de la société civile, dans les médias, aucun citoyen n'a le droit d'exprimer ses idées et opinions. Dans ce contexte où l'autorité militaire commande à l'autorité civile, le rôle de la justice est réduit à un simple instrument d'exécution des oukases d'un pouvoir illégitime.

De 2021 à 2024, de nombreux Guinéens sont toujours



emprisonnés sans jugement, privés de leurs droits les plus fondamentaux, comme aux heures les plus sombres des dictatures passées. Plus grave d'autres guinéens civils comme militaires sont kidnappés, froidement et sauvagement assassinés comme le General Sadiba Koulibaly, le colonel Cécé Célestin Bilivogui et beaucoup de jeune soldats sans oublier le pédiatre Docteur Dioubaté, d'autres kidnappés sans nouvelles comme Oumar Sylla alias Foniké Menguè et Billo Bah de la société civile. Et pourtant, l'Organisation Internationale de la Francophonie a levé la suspension de la Guinée, au grand étonnement de l'opinion publique, tant nationale qu'internationale.

Mes chers compatriotes,

Nous célébrons cette indépendance dans un pays rongé par la corruption, où ceux qui prétendent combattre les corrompus s'enrichissent sans vergogne. De nombreux rapports montrent que nos ressources, et l'intérêt national, sont bradés à l'étranger pour satisfaire les besoins d'un petit clan, tandis que dans les rues de Conakry, leur opulence s'exhibe sans retenue.

Mes chers compatriotes,

L'heure est grave. Toutefois, je vous exhorte à garder l'espoir, à rester mobilisés. Chacun de vous, Guinéens et Guinéennes, a un rôle à jouer pour empêcher que l'avenir de notre pays soit confisqué par ceux qui servent leurs propres intérêts au lieu de servir le peuple. Je reste et demeure votre président démocratiquement élu par

voie de conséquence je vous demande de rester unis.

Face à ces incertitudes, je vous demande de rester unis. Ne cédon pas aux divisions. Nous ne devons pas accepter que l'armée soit fracturée ou que les ressources de l'État soient distribuées de manière inégale au sein de nos forces armées. Le 2 octobre est un symbole fort : celui de notre rupture avec toute domination extérieure. Aucun Guinéen ne tolérera une nouvelle forme de colonisation, quelle qu'en soit la forme.

Il est temps de restaurer notre dignité, celle qui a été piétinée par cette junte. Nous ne pouvons pas rester les bras croisés alors que nos conditions de vie se dégradent, que nos routes se détériorent, et que les projets qui devaient transformer notre pays sont bloqués depuis

le 5 septembre 2021.

Notre objectif est clair : mettre fin à la dérive sanglante et dictatoriale qui mine notre pays depuis trois ans. Et d'ici la fin de l'année, les patriotes, qu'ils soient civils ou militaires, doivent se faire entendre.

Je m'adresse aux braves femmes de Guinée, ces piliers de notre société, aux jeunes, aux artistes engagés : refusez d'être corrompus par ceux qui, par des largesses illicites, veulent vous acheter pour atteindre leurs ambitions présidentielles. Ces mêmes personnes vous oublieront une fois leurs objectifs atteints.

Toutes les forces politiques doivent se concentrer sur un seul objectif : arrêter ce coup d'État permanent contre l'avenir de la Guinée. Il est temps de restaurer un pouvoir légitime, choisi librement par le peuple guinéen. Unis dans cet objectif, nous triompherons. Ensemble, nous retrouverons notre dignité nationale.

Alors que sur la voie tracée par nos devanciers, nous nous sommes toujours battus en faveur d'un partenariat de respect mutuel avec le reste du monde, ce, contre toute forme de mainmise extérieure, ils veulent transformer le 2 Octobre 2024 pour la propagande de la candidature du chef de la junte.

Bonne fête de l'indépendance. Vive la Guinée, que Dieu bénisse notre patrie », a écrit l'ancien président Alpha Condé.

Mamadou Oury

Sahel

Au Burkina Faso, la situation des droits humains est «très inquiétante», alerte la FIDH

« La situation des droits humains au Burkina Faso est très inquiétante », affirme Drissa Traoré, secrétaire général de la Fédération internationale pour les droits humains (FIDH). Deux ans après le coup d'État d'Ibrahim Traoré, l'organisation dresse un sombre tableau des libertés bafouées dans le pays. La FIDH dénonce notamment des arrestations arbitraires d'opposants, l'enrôlement

forcé de civils, la disparition de défenseurs des libertés et la fin de la liberté de la presse.

« La pression exercée sur les magistrats, qui sont envoyés au front parce qu'ils ont pris des positions ou ils ont fait leur travail en toute indépendance, est pour nous inquiétant », déclare Drissa Traoré au micro de notre journaliste Guillaume Thibault. Il souligne également l'importance de la présomption d'innocence,

affirmant : « Aucune personne accusée d'un fait quelconque ne peut être déclarée coupable que par une justice impartiale. »

L'avocat appelle les autorités burkinabè à mettre fin à leurs ingérences et à permettre aux juridictions compétentes de se prononcer, notamment sur les tentatives présumées d'atteinte à l'autorité de l'État. « Seule une justice indépendante peut déterminer s'il y a eu une telle

tentative ou non », précise-t-il.

Disparitions en hausse

La FIDH partage également son inquiétude face à l'augmentation des disparitions de défenseurs des droits humains et à la répression croissante des voix dissidentes. « Nous assistons à une recrudescence des arrestations arbitraires et des pressions sur les journalistes et les militants », dénonce l'organisation, qui

exige la libération immédiate des personnes injustement détenues.

La Fédération appelle à une mobilisation générale pour restaurer les libertés fondamentales au Burkina Faso et garantir l'indépendance de la justice, considérée comme essentielle pour que le pays puisse « s'en sortir » et rétablir un État de droit fonctionnel.

RFI

JOURNÉE MONDIALE DU TOURISME

La déclaration du ministre Moussa Moïse Sylla

Le ministre Moussa Moïse Sylla a fait une déclaration à l'occasion de la célébration de la Journée Mondiale du Tourisme, le 27 septembre 2024. Lisez...

« Chères compatriotes, chers compatriotes,

C'est avec une grande fierté que je m'adresse à vous en ce jour où nous célébrons la Journée Mondiale du Tourisme, sous le thème inspirant de « Tourisme et Paix ». Ce thème nous rappelle l'importance du tourisme, non seulement comme moteur économique, mais aussi comme outil fondamental pour la promotion de la paix, du dialogue et de la compréhension mutuelle.

La stratégie de développement que nous poursuivons au sein de notre ministère repose sur plusieurs axes prioritaires. Nous avons travaillé à l'amélioration du cadre légal et institutionnel, en adoptant le Code du Tourisme et ses textes d'application. Ces réformes nous permettent de mieux structurer le secteur tout en facilitant l'investissement. Nous avons également mis en place des procédures claires pour la délivrance des autorisations préalables d'investissement et pour l'attribution des agréments aux agences de voyages et de tourisme. Ces mesures visent à encourager une croissance ordonnée et durable de notre industrie touristique.

Parallèlement, nous misons sur la promotion du partenariat public-privé (PPP), une approche cruciale pour le développement du secteur. En associant les ressources et les compétences des secteurs public et privé, nous parvenons à attirer des investissements et à mettre en place des infrastructures modernes, capables de soutenir une croissance durable et inclusive.

La valorisation de notre patrimoine naturel et culturel constitue également un pilier central de notre action. La Guinée, avec ses paysages grandioses et sa culture millénaire, possède un patrimoine riche et diversifié que nous devons protéger et promouvoir. Le tourisme permet de mettre en lumière



ces trésors et de sensibiliser les communautés locales à leur importance, tout en créant des opportunités économiques.

Nous attachons une grande importance à l'amélioration des infrastructures touristiques afin de répondre aux attentes des visiteurs et de faciliter l'accès aux sites. Nous avons également à cœur de professionnaliser les acteurs du secteur, en les formant aux normes internationales, afin qu'ils puissent offrir des services de qualité tout au long de la chaîne de valeur touristique.

Notre ambition est de diversifier nos offres touristiques. Nous misons sur le tourisme de vision, qui propose des expériences enrichissantes et immersives, tout en mettant en avant les atouts uniques de notre pays. Ce modèle de tourisme valorise notre environnement naturel, notre patrimoine immatériel, nos traditions et notre hospitalité légendaire.

Notre pays met sur la table diverses formes de tourisme. Nous avons entre autres : le tourisme de découverte avec les cascades de Soumba, le Voile de la Mariée, les chutes de Kinkon, et la Dame de Mali ; le tourisme de santé avec les sources thermales de Foulamory ; le tourisme de randonnées qui se développe dans les

régions montagneuses du Fouta Djallon ; le tourisme balnéaire avec les îles verdoyantes et les splendides plages de Soro et Room ; ainsi que le tourisme des parcs et montagnes, notamment dans les parcs du Niger et du Badjar.

Chères compatriotes, chers compatriotes,

Je tiens à souligner le lien intrinsèque entre tourisme et paix. Le tourisme, par nature, rapproche les peuples. Il permet aux voyageurs de découvrir d'autres cultures, de partager des histoires et d'apprendre les uns des autres. Ce partage d'expériences bâtit des ponts de compréhension mutuelle, favorisant la tolérance et l'acceptation des différences. En voyageant et en accueillant des visiteurs, nous renforçons la solidarité internationale et contribuons à une paix durable.

En Guinée, le tourisme a un rôle clé dans la promotion de la paix et de la cohésion sociale. En incluant les communautés locales dans le processus de développement touristique, nous nous assurons que les bénéfices économiques du secteur profitent à tous, réduisant ainsi les inégalités et renforçant l'harmonie sociale. Le tourisme offre aussi des opportunités aux jeunes, leur permettant de s'engager dans des

initiatives créatives et innovantes qui promeuvent des valeurs de paix, de tolérance et de partage.

Cependant, pour que le tourisme devienne réellement un moteur de paix, nous devons le promouvoir de manière responsable et durable. Cela signifie respecter les cultures locales, protéger notre environnement et veiller à ce que les communautés locales soient les premières bénéficiaires du développement touristique.

Concernant la communication autour de notre avantage compétitif touristique, nous avons lancé une grande campagne de promotion de la destination Guinée, en utilisant divers canaux pour faire connaître notre pays et attirer des visiteurs. Cette campagne met en lumière notre potentiel touristique et notre volonté de faire de la Guinée une terre d'accueil où règnent la paix et l'harmonie. C'est dans ce cadre que

nous avons participé à Paris à l'International & French Travel Market (IFTM) pour vendre notre destination et tenir des rencontres avec des investisseurs potentiels dans le secteur du tourisme en Guinée.

Chères compatriotes,

Je souhaite rendre un hommage particulier à Son Excellence le Président de la République, le Général de Corps d'Armée Mamadi Doumbouya, dont la vision éclairée nous permet aujourd'hui de poser les bases d'un développement touristique ambitieux et inclusif. Grâce à son leadership, nous avons entrepris des réformes majeures qui feront du secteur touristique un pilier de la croissance économique et de la paix en Guinée. Notre gratitude s'étend au Premier Ministre et à l'ensemble du gouvernement pour leurs soutiens.

Je ne saurais finir cette déclaration sans vous inviter au lancement de la saison touristique à Dalaba, du 25 au 27 octobre. Cet événement, que nous avons institutionnalisé, sera l'occasion de découvrir la belle ville de Dalaba, ses atouts culturels, le génie de ses artisans et ses potentiels touristiques. Ce sera autant un moment pour tout le Fouta.

Ensemble, nous pouvons transformer la Guinée en une destination phare, reconnue pour sa beauté, sa diversité et l'hospitalité de ses habitants.

Vive la Journée Mondiale du Tourisme ! Vive la Guinée, terre de paix et d'unité !

Je vous remercie. », a déclaré le ministre Moussa Moïse Sylla.

Mamadou Oury

Lisez le journal numérique sur le site

KèfinaFasso
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

DR DANSA KOUROUMA DU CNT AUX GUINÉENS

« Rappelez-vous que notre force réside dans notre unité... »

A l'instar d'autres présidents d'institutions républicaines ou de leaders politiques, Dr Dansa Kourouma, président du CNT, a livré un message aux Guinéens à l'occasion de la célébration de l'An 66 de l'indépendance guinéenne.



« En ce 2 octobre 2024, nous célébrons un jour mémorable qui symbolise notre fierté et notre dignité retrouvée. La Guinée, notre patrie célèbre

ses 66 ans en cette journée historique. Souvenons-nous de nos ancêtres, de nos pères fondateurs qui ont levé haut

le flambeau de la liberté, affirmant notre droit inaliénable à l'autodétermination. Cet acte de courage, guidé par une volonté inébranlable, a

ouvert un nouveau chapitre dans l'histoire de notre Nation, marquant la fin de la domination coloniale et le début de notre marche vers un avenir libre, autonome et prospère.

Aujourd'hui, nous rendons hommage à ces femmes et hommes qui ont lutté avec bravoure et sacrifice pour que la Guinée puisse rayonner en tant que Nation libre. Leur héritage, porté par l'esprit d'unité et de solidarité, doit continuer à inspirer chacun de nous pour mieux construire notre futur. Nous sommes le résultat de leur combat et, à notre tour, nous devons être les bâtisseurs d'une Guinée forte, prospère et unie pour nos enfants et pour les générations futures.

Cette journée de célébration n'est pas seulement l'occasion de commémorer notre histoire, mais aussi de réfléchir à notre présent et à l'avenir que nous voulons construire ensemble. Pour cela, l'avant-projet de la nouvelle Constitution doit nous

pousser à plus de réflexions et de compréhensions pour notre devenir commun.

Que cette indépendance ne soit pas simplement la manifestation de réjouissance d'une liberté acquise, mais un engagement renouvelé à travailler ensemble, main dans la main, pour le développement durable de notre pays, la justice sociale et la paix.

À tous les Guinéens, où que vous soyez, rappelez-vous que notre force réside dans notre unité. Ensemble, nous pouvons surmonter les défis, promouvoir la paix et poser les fondations d'une Guinée où chaque citoyen peut s'épanouir pleinement.

Bonne fête de l'indépendance à toutes et à tous !

Vive la Guinée, vive l'unité nationale, vive la liberté ! », a écrit Dr Dansa Kourouma, le président du CNT.

Mamadou Oury

Transition CNRD

Cellou Dalein appelle à la résistance, Ousmane Gaoual parle de provocation

Le ministre porte-parole du gouvernement Bah Oury, Ousmane Gaoual Diallo, par ailleurs ministre des Transports, a vigoureusement réagi à une récente dernière sortie du président de l'UFDG, Cellou Dalein Diallo, pour appeler les Guinéens à résister au général Mamadi Doumbouya, qu'il soupçonne de vouloir se présenter à la prochaine présidentielle

« Enième provocation d'un homme qui a fui son passé et ses échecs. Cette fois-ci, Cellou Dalein s'en prend à nos institutions, appelant à la haine, au saccage de nos valeurs, à la banalisation de la violence. Vos propos sont tout simplement inadmissibles ! C'est l'expression d'un mépris certain pour le travail accompli, un travail qui se veut fédérateur pour notre nation. Le changement ne se fera pas avec des discours radicaux, mais avec des actes concrets. Et c'est précisément ce que la Guinée vit aujourd'hui grâce à l'engagement pris par notre Président. En peu de temps, il a su fédérer, faire face et gérer des crises sans précédent. D'ores et déjà, la volonté populaire est claire. Respectons enfin cette volonté, respectons le choix de ceux qui veulent aller de l'avant », a réagi celui

qui se pose désormais en rival de Cellou Dalein Diallo pour la présidence de l'UFDG dont le congrès national se fait toujours attendre. Pour rappel, c'est le jeudi 26 septembre 2024, que le chef de file de l'UFDG, Cellou Dalein Diallo, a appelé les Guinéens à s'opposer avec fermeté et détermination à une éventuelle candidature du général Mamadi Doumbouya qui, à ses yeux, serait un grave parjure.

« Le temps est le meilleur juge, la patience paye toujours. Aujourd'hui, le général Mamadi Doumbouya a tombé le masque après avoir cherché à gagner du temps et à abuser ces 3 dernières années de notre confiance et de notre bonne foi. Son intention d'être candidat à sa propre succession alors qu'il a fait le serment d'organiser des élections libres, transparentes et inclusives pour céder la place



à des dirigeants régulièrement élus, est un grave parjure personnel. C'est surtout une déclaration de guerre ouverte à tout le peuple de Guinée dans son ensemble. La communauté internationale qui a espéré tant et jusqu'au bout qu'il joigne l'acte à la parole, est aussi flouée que nous. A

chacun d'entre nous donc de prendre ses responsabilités, dès maintenant, devant sa conscience et l'histoire, pour empêcher, à tout prix et par tous les moyens la forfaiture de se produire, en étant aux côtés du peuple martyr de Guinée dans sa quête légitime de liberté, de justice et de démocratie »,

avait lancé l'ancien Premier ministre de feu Lansana Conté, finaliste malheureux de trois élections présidentielles face au professeur Alpha Condé, le champion du RPG Arc-en-ciel (2010, 2015, 2020).

Kèfina Diakité

Interview

COMMÉMORATION DU 28 SEPTEMBRE 2009

L'association des femmes et filles victimes dénonce la démarche de Asmaou Diallo, présidente de l'AVIPA

Les victimes des événements du 28 septembre 2009 ne soufflent plus dans la même trompette. L'Association des Femmes et Filles du 28 Septembre 2009 crie à l'exclusion de la part de l'Association des Victimes, Parents et Amis dans l'obtention des fonds d'indemnisation alloués aux victimes. L'AFFV a saisi l'an 15 de la commémoration de cet événement pour exprimer son ras-le-bol.



L'Aigleinfos : Il y a 15 ans depuis que les événements du 28 septembre 2009 se sont déroulés sous le règne du Capitaine Moussa Dadis Camara. A travers votre association, vous avez décidé de commémorer cette date. Pourquoi ?

Fatoumata Barry : C'est une commémoration de tristesse. On pense à celles qui sont décédées au stade, des femmes et filles qui ont été violées telles que moi.

Mais malheureusement c'est une journée qui est devenue historique pour nous. Nous saluons cependant la justice qui a fait un bon travail dans le procès des personnes qui étaient impliquées dans ces massacres et toutes les choses horribles. Par la même occasion, nous alertons l'opinion nationale et internationale sur notre situation.

L'Aigleinfos : Vous vous réclamez aujourd'hui comme étant des véritables

victimes alors que l'AVIPA est l'association qui parle au nom des victimes. Est-ce que vous voulez dire que AVIPA vous a écartées ?

Fatoumata Barry : Certes OGDH, FIDH et AVIPA se sont battues jusque-là mais nous demandons à ces structures d'associer tout le monde pour parler de la même voix pour que les choses soient prises au sérieux. Sinon, si vous voyez depuis tout ce temps il y a eu du retard dans l'indemnisation

des victimes, c'est à cause de ces discriminations car nous connaissons ce qui se passe dans les associations. S'ils se battent pour nous, pourquoi pas nous associer ?

L'Aigleinfos : Qu'est-ce que vous reprochez à l'AVIPA ?

Fatoumata Barry : Je ne suis pas contre l'AVIPA ni à sa présidente mais je suis contre sa façon de faire les choses. Quand j'étais au Sénégal, on était très d'accord. Quand le procès a commencé, elle ne m'a pas fait appel alors que c'est la justice qui devrait venir me chercher. Elle m'a dit de rester là-bas, ce n'est pas une discrimination ça ? Ils ont collecté des fonds et nous nous sommes là. Certaines victimes ont voyagé d'autres participent à des conférences alors que nous, nous sommes là. J'ai étudié ici en Guinée mais c'est à cause des événements du 28 septembre que j'ai tout perdu.

L'Aigleinfos : Des fonds ont été alloués aux victimes bien avant le démarrage du procès, est-ce que vous êtes en train de dire que vous qui vous réclamez comme véritables victimes, vous n'avez rien reçu ?

Fatoumata Barry : C'est une seule dame qui a été indemnisée à 20 millions GNF lorsque Charles Wright était là.

Mais le reste des victimes n'a pas été assisté depuis l'actuel ministre de la justice est là. Lui, il ne parle pas. Mais nous sommes à l'écoute.

L'Aigleinfos : Il y a quelque temps vous avez accusé l'AVIPA de vouloir gonfler le nombre des victimes pour se remplir les poches alors que vous, vous n'avez rien reçu. Est-ce que vous confirmez ces propos aujourd'hui ?

Fatoumata Barry : Quand j'ai appelé une fois madame Asmaou depuis Dakar, elle m'a dit que les ordinateurs ont été volés, je me suis juste dit que ce n'est pas la justice qui dispose de ces données ? Devant le Ministre Alphonse Charles Wright, elle a dit qu'il y a 750 victimes, mais j'ai dit non, je suis désolée. Vous avez vu lors du verdict final, le tribunal a déclaré qu'il y avait plus de trois cent victimes. Je pense qu'AVIPA doit revoir sa manière de faire les choses pour qu'on puisse travailler ensemble.

L'Aigleinfos : Merci à vous Madame Fatoumata Barry, membre de l'association des femmes et filles violées au stade du 28 septembre 2009 !

Fatoumata Barry : C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

SÉNÉGAL

L'ancien président Macky Sall désigné tête de liste de la coalition avec le PDS

Au Sénégal, les législatives du 17 novembre seront-elles un deuxième round de la présidentielle de mars 2024 ? Alors que l'une des coalitions de l'opposition, Takku Wallu Sénégal, a investi l'ancien chef de l'État, Macky Sall, comme tête de liste nationale, le Pastef, au pouvoir, a lui choisit le Premier ministre Ousmane Sonko pour aller à la conquête d'une majorité à l'Assemblée nationale, donnant à ce scrutin des airs de duel entre ces deux figures majeures

de la politique sénégalaise. Macky Sall, tête de liste pour la coalition qui réunit son parti l'APR, mais aussi le PDS de Karim Wade et une centaine d'autres mouvements, c'était un « choix naturel », affirme Pape Mahawa Diouf, l'un des cadres de l'APR qui assure que l'ex-président « sa personnalité et son bilan » ont fait « l'unanimité », auprès des membres de cette alliance à laquelle il a largement œuvré ces derniers jours. « C'est une personnalité très forte, donc

en toute logique c'est lui qui est venu pour porter le projet électoral de la coalition », poursuit-il. Vrai début de la campagne Le possible retour au Sénégal de Macky Sall, absent depuis qu'il a cédé le pouvoir à Bassirou Diomaye Faye, marque le vrai début de campagne de ces législatives. Et, six mois après avoir été lourdement sanctionné lors de la présidentielle son camp va-t-il réussir à créer un élan et rassembler l'opposition en vue d'imposer une cohabitation au

parti au pouvoir, le Pastef ? Lors des deux dernières alternances, les sénégalais ont toujours confirmé aux législatives le choix fait lors de la présidentielle, rappelle le professeur en sciences politiques Moussa Diaw : « Six mois plus tard, il y a peu de chances que les Sénégalais aient changé d'avis », affirme-t-il. **Opposition divisée** En attendant, l'opposition divisée entre trois grandes coalitions (l'une menée par Macky Sall,

l'autre par l'ancien Premier ministre Amadou Ba et la dernière par le maire de Dakar, Barthélémy Dias, tente péniblement de se mettre d'accord sur une stratégie électorale commune pour éviter la dispersion des voix. À savoir, appeler à voter dans chaque département pour une seule liste de candidats de l'opposition la mieux placée. Pour l'heure, un accord a été trouvé uniquement dans deux départements sur 46.

ÉLIMINATOIRES CAN 2025

Michel Dussuyer publie la liste des 23 joueurs guinéens contre l'Ethiopie

Le nouveau sélectionneur du Syli national, Michel Dussuyer, a publié lundi 30 septembre 2024, la liste des 23 joueurs convoqués pour les 3e et 4e journées. Le gardien de but Ibrahima Koné et Moriba Ilaix Kourouma sont absents de ladite liste, contrairement à l'attaquant de Borussia Dortmund, Sehou Guirassy, qui signe son grand retour au sein de la sélection nationale, depuis le limogage de Kaba Diawara.



La prochaine édition de la CAN de football se disputera en 2025 au Maroc. L'heure est aux éliminatoires pour les différentes équipes nationales engagées dans la compétition pour arracher leur ticket de qualification pour la phase finale. La Guinée évolue dans le Groupe H en compagnie de la RD Congo, de la Tanzanie et de l'Ethiopie. Le 06 septembre 2024, le Syli national de Guinée a affronté les Léopards de la RD Congo au Stade des Martyrs de Kinshasa. Abdoulaye Touré et ses coéquipiers se sont inclinés 0-1 face à leurs adversaires du jour, à la grande déception de leurs dirigeants et supporters inconditionnels. Le mardi 10 septembre, ils ont eu à en découdre avec la Tanzanie à Yamoussoukro (Côte d'Ivoire), le pays ne possédant pas pour le moment de stade répondant

aux normes exigées par la CAF et la FIFA. Les poulains de Charly Paquillé (limogé par la suite) se sont fait battre 1-2 par une équipe tanzanienne à ossature locale. Après deux journées, le classement dans ce groupe se présente comme suit : RDC (6 points) ; Tanzanie (4 points), Ethiopie (1 point), Guinée (0 point).

Le nouveau sélectionneur du Syli national, Michel Dussuyer, a publié lundi 30 septembre 2024, la liste des 23 joueurs convoqués pour les 3e et 4e journées. Le gardien de but Ibrahima Koné et Moriba Ilaix Kourouma sont absents de ladite liste, contrairement à l'attaquant de Borussia Dortmund, Sehou Guirassy, qui signe son grand retour au sein de la sélection nationale, depuis le limogage de Kaba

Diawara.

Les 23 joueurs convoqués pour la double confrontation décisive avec l'Ethiopie sont : Gardiens (Moussa Camara, Kemo Touré, Mory Keita) ; défenseurs (Mohamed Ali Camara, Antoine Conté, Ibrahima Sory Conté, Ibrahim Diakité, Naby Oularé, Saïdou Sow, Issiaga Sylla ; Sékou Oumar Sylla) ; milieux de terrain (Aguibou Camara, Mady Camara, Seydouba Cissé, Cheick Oumar Condé, Morlaye Sylla, Abdoulaye Touré) ; attaquants (Aliou Badara Baldé, Algassime Bah, Mohamed Bayo, Kandet Diawara, François Kamano, Sehou Guirassy). Le match aller est prévu pour le 12 octobre 2024 et le match retour le 15 octobre 2024 au stade d'Ebimpé d'Abidjan.

Kaba Kankoula

LIGUE DES CHAMPIONS

Le Sénégalais Abdallah Sima, phare de Brest

Il y a quinze jours, il marquait le but de la victoire historique pour Brest face à Sturm Graz (2-1). Mardi, Abdallah Sima s'est offert un doublé pour hisser le club breton parmi les leaders du classement en Ligue des champions. Qui aurait pu imaginer un tel destin pour un joueur qui était encore en 10e division il y a cinq ans ?

Il a son nom juste derrière celui d'un habitué à ces hauteurs, l'Anglais Harry Kane du Bayern Munich, meilleur buteur (quatre réalisations) de la Ligue des champions après deux journées. Abdallah Sima suit avec trois réalisations, dont deux inscrites ce mardi 1er octobre face à Salzbourg. La démonstration de Brest sur la pelouse du club autrichien (4-0) porte en grande partie la signature de l'attaquant sénégalais, déjà héros du club breton lors de la première victoire historique du club breton en Ligue des champions devant le Sturm Graz.

Il n'y a pas grand monde qui aurait pu imaginer que le joueur, débarqué fin août dans le Finistère, pour renforcer l'équipe troisième de la Ligue 1, la saison dernière, attirerait autant la lumière sur lui et son club. Car Abdallah Sima a fait sa carrière dans l'ombre, s'offrant de temps en temps un coup de projecteur pour

montrer à chaque fois que son talent pouvait viser encore plus haut.

10 buts en 19 matches européens

Né à Dakar, révélé dans le quartier de Médina, Sima n'a pas eu peur de faire le grand saut, à 18 ans, pour réaliser son rêve de devenir footballeur professionnel. Quitte à commencer au plus bas de l'échelle en deuxième division de district... le dixième niveau du football français, dans l'équipe réserve du club de Thonon-Évian Grand Genève FC, ex Évian Thonon-Gaillard. Repéré par le Slavia Prague, le joueur qui peut évoluer à tous les postes de l'attaque débarque en République tchèque. Champion avec le club de la capitale, le Sénégalais voit son nom franchir les frontières après de belles performances en Ligue Europa. Le club anglais Brighton le



signe en août 2021. Depuis, Abdallah Sima attend de jouer avec le club de Premier League qui n'a pas arrêté de le prêter ces quatre dernières saisons. Stoke City (D2 anglais), Angers (France), et Glasgow Rangers bénéficieront ainsi du talent de l'international sénégalais. Cette saison, Brest semble

avoir eu la bonne pioche avec ce joueur qui a marqué 10 fois lors de ses 19 matches en compétitions européennes. « C'est beau, c'est une belle performance collective. Je suis content d'avoir marqué deux buts, mais le plus important, ce sont ces trois points qu'on a pris ici », lâchera sommairement le

héros du jour après la fin de la rencontre Brest-Salzburg. Dans trois semaines, les Bretons auront fort à faire lors de la troisième journée de Ligue des champions contre le Bayer Leverkusen. Mais avec Sima, le rêve est toujours permis.

RFI